

Dossier

Comment éviter l'endettement ?

**Un nouveau dispositif de prévention
dans la panoplie de l'Udaf**

[pages 10-11]



[pages 6-7]



Résultats de l'enquête

sur les gains socio-économiques de
la Protection Juridique des Majeurs



[page 4]



Dans les médias
on parle de nous...



Noëlle Dombrowski,
Présidente de l'Udaf 76

Malgré la pandémie qui nous oblige à suspendre toute activité liée à un rassemblement, il se passe encore des choses à l'Udaf, comme vous le verrez dans ce journal réalisé « pour garder le contact ». Les missions principales sont poursuivies avec les moyens disponibles, plus ou moins satisfaisants : recours aux appels téléphoniques pour les soutiens individuels, et aux réunions en visio pour les prises de décisions collectives, votes par correspondance.

Des projets ont abouti et sont déjà mis en action comme les Points conseil budget (PCB) accessibles à toute personne qui se pose des questions à ce sujet, ou avancent comme « Innover pour travailler mieux ensemble demain » auquel la pratique étendue du télétravail apportera certainement un éclairage nouveau. Actuellement, le temps de présence dans nos locaux est limité et se fait par roulement entre les équipes, avec une permanence à l'accueil qui ne reçoit que sur rendez-vous. Je tiens à saluer l'ensemble du personnel qui, toute l'année, est resté à son poste et a dû s'adapter aux organisations variables selon les directives gouvernementales. L'enquête sur la Protection Juridique des Majeurs vient de souligner l'importance du travail des mandataires judiciaires qui non seulement rendent service à des personnes, mais soulagent aussi les familles et évitent à la société des dépenses qui seraient largement supérieures au coût des mesures d'accompagnement. Ses conclusions plaident pour une meilleure reconnaissance de ce métier difficile.

Les bénévoles aussi méritent reconnaissance et pour la première année leur contribution a été mesurée dans la comptabilité de l'Udaf en 2020. Il n'est pas facile de trouver des volontaires disponibles et compétents pour exercer une mission dans une association, ce qu'exprime en ces termes le bénévole de l'ADMR qui lance une campagne pour renforcer la proximité « mobiliser les existants et créer de nouvelles vocations ». Nous avons réussi à recruter en 2020 des représentants pour les CCAS et les CDU des hôpitaux. En 2021, nous allons devoir en trouver pour siéger dans les conseils des caisses de sécurité sociale CPAM, CARSAT et CAF qui vont être renouvelés. J'espère que la mission décrite par notre représentant, devenu en décembre président de la CAF de Seine-Maritime, encouragera des candidats à se présenter.

La représentation des familles est essentielle pour exprimer leurs attentes. Si l'attention de tous est focalisée sur la COVID et les privations, les autres problèmes de notre société n'ont pas disparu, et parfois se sont aggravés. Des enfants naissent (un peu moins nombreux) parfois dans de mauvaises conditions, des parents sont en difficulté et ont du mal à concilier vie familiale et vie professionnelle (un peu plus), d'autres ont perdu travail et revenus, des malades et des personnes touchées par le handicap et la perte d'autonomie ont encore plus de mal à trouver un accueil, les aidants encore plus sollicités sont épuisés... Bref, une situation plus ou moins difficile pour tous, avec cependant à l'horizon un espoir de « libération » pour l'été apporté par la vaccination. Il faut y croire, la vie continue...



Aides au logement

Calcul des aides personnalisées au logement en temps réel

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les aides personnalisées au logement (APL) sont calculées sur la base des revenus des 12 derniers mois, et non plus sur ceux perçus 2 ans avant.

Le montant de l'aide est ainsi ajusté tous les 3 mois, au lieu d'une fois par an, afin de prendre en compte la situation des bénéficiaires de manière plus réactive, tout en permettant un lissage des évolutions :

- une diminution subite de revenu entraînera un relèvement de l'allocation sous trois mois ;
- une hausse de revenu se traduira par une révision lors de l'actualisation trimestrielle ;
- un ménage dont les revenus sont stables percevra un montant d'aide personnalisée au logement identique.

Le mode de calcul, la nature des ressources et les barèmes restent identiques, seule la période de prise en compte des ressources est modifiée.



Pour tout savoir sur l'évolution des aides au logement, consultez la vidéo explicative diffusée par la CAF.

Parentalité

Le jeune enfant et les écrans

Les écrans font désormais partie intégrante de nos vies de par leur côté pratique et ludique. Mais utilisés sans modération, ils peuvent avoir des effets néfastes sur le développement cognitif, l'autonomie, les relations sociales, la santé...

Dans le cadre de son projet « **Les écrans et nous** » pour lequel l'Unaf est partenaire, la Mutualité Française Normandie a organisé le 14 avril dernier une web-conférence animée par une psychologue.

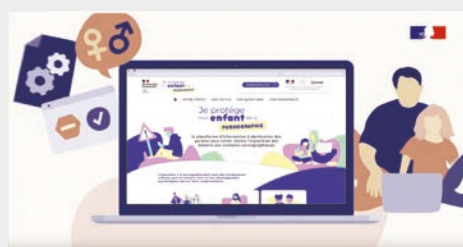
Au programme : comment accompagner nos enfants dans l'apprentissage des écrans ? De quoi ont-ils besoin pour grandir avec (ou sans) les écrans ?

Le développement de l'enfant entre 0 et 6 ans a été évoqué ainsi que la place pour les écrans en lien avec les apprentissages et quelques conseils pratiques pour un usage raisonné.

La Mutualité Française Normandie propose régulièrement des événements destinés aux parents. **Rendez-vous sur leur site internet pour en savoir plus !**



D'autres ressources documentaires sont disponibles sur le site thématique de l'Unaf : www.mon-enfant-et-les-ecrans.fr



L'Unaf mobilisée

L'Unaf a largement contribué à la mise en œuvre de la plateforme inaugurée par le Gouvernement <https://jeprotegemonenfant.gouv.fr> dont l'objectif est d'informer, conseiller et accompagner la mise en place du contrôle parental mais aussi de proposer des contenus d'éducation à la sexualité pour libérer la parole entre parents et enfants autour de ces questions. Ce n'est que l'une des nombreuses actions du réseau Unaf-Udaf-Uraf pour accompagner les parents.



Réseau Unaf

Le 24 février dernier, la Présidente de l'Unaf, Marie-Andrée Blanc, a reçu Adrien Taquet, Secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles, pour un échange autour de la « Mission Heydemann - Damon » visant à identifier les moyens d'une meilleure prise en compte par l'entreprise des enjeux de parentalité, et à proposer des évolutions du congé parental et de son indemnisation.

L'Unaf est associée aux travaux de cette mission pour recueillir les attentes et avis des parents concernés par ces questions. Elle mène d'ores et déjà une étude qualitative sur le ressenti des jeunes familles en matière de conciliation vie familiale - vie professionnelle lorsque les enfants ont moins de 3 ans.



Pour en savoir plus sur cette étude, rendez-vous sur le site internet de l'Unaf

495 000

C'est le nombre de contrats d'apprentissage signés en 2020

Face à la pandémie, les jeunes et leurs parents réinterrogent leur avenir et leur projet d'études. C'est l'occasion pour l'Unaf de promouvoir l'apprentissage infra et post bac avec la réalisation d'une étude à 360° en interrogeant tous les acteurs pour mieux comprendre les facteurs clefs de succès et les freins à l'apprentissage.



Rendez-vous sur le site de l'Unaf afin de consulter les résultats de cette étude.

Bonne nouvelle !

Depuis le 1^{er} avril 2021, c'est le retour au versement de la prime à la naissance au cours du 7^{ème} mois de grossesse, au lieu du 2^{ème} mois après la naissance de l'enfant. Cette disposition est applicable aux grossesses ayant débuté à compter du 1^{er} octobre 2020.



Dans les médias...

Radio, télévision, presse. Ces dernières semaines, l'Udaf a fait parler d'elle dans les médias locaux !



Côté presse

Nos actions de communication concernant les six nouveaux **Points Conseil Budget (PCB)** lancés fin janvier ont porté leurs fruits avec la publication de plusieurs articles dans la presse locale.



Sur les ondes

La radio France Bleu Normandie a elle aussi mis à l'honneur nos **Points Conseil Budget** avec un reportage « Grand angle » enregistré à la permanence de Neufchâtel-en-Bray et diffusé 3 fois dans la journée du 3 mars dernier.



Un reportage au JT de France 3 Normandie !

La chaîne locale s'est intéressée à notre projet « Innover pour travailler mieux ensemble demain », en particulier à la réflexion que l'Udaf mène avec ses salariés sur le télétravail. L'équipe de tournage a assisté à la réunion d'un groupe de travail le mardi 4 février dans nos locaux de Mont-Saint-Aignan. Le reportage a été diffusé le 14 février dans l'édition régionale du JT du 19-20.





Protection juridique des majeurs

Rencontre avec le député Damien ADAM

Franck BIHL s'est entretenu avec le député de Rouen Damien ADAM pour lui présenter les résultats de l'enquête de l'interfédération sur les gains socio-économiques générés par la protection juridique des majeurs (PJM).

Plusieurs thématiques ont été abordées lors de cette réunion, notamment les moyens accordés aux services ainsi que la charge de travail et la reconnaissance des professionnels. L'élu s'est engagé à interpeller le Gouvernement sur les réalités de terrain, la nécessité de la nomination d'un délégué interministériel et la création d'un observatoire national.



Bientôt un nouveau guide

Les équipes d'information et de soutien aux tuteurs familiaux de l'Udaf, de l'ATMP et du CMBD se sont réunies en mars pour une réunion de travail afin de mettre à jour le Guide des mesures de protection familiales.

Plus d'infos : tuteursfamiliaux@udaf76.fr

Valoriser le travail des bénévoles

Les Udaf comptabilisent désormais le temps que leurs bénévoles leur consacrent dans leurs missions de représentation ou au sein des diverses commissions et réunions de travail. Objectif : mieux valoriser ce temps « offert » et précieux sur lequel repose une partie de l'activité et du dynamisme de notre réseau.

Malgré les perturbations dues au Covid en 2020, les bénévoles de l'Udaf 76 ont consacré :

1200 h

à la représentation
dans les instances

216 h

aux commissions
et autres réunions

1500 h

aux représentations
dans les CCAS



Projets de services 2020-2025

Comme tous les établissements et services sociaux ou médico-sociaux, l'Udaf doit élaborer un projet pour chacun de ses services tous les 5 ans. Il s'agit de décrire ce que nous sommes, ce que nous faisons, pour qui nous le faisons, comment nous le faisons et enfin d'établir nos axes de développement et d'amélioration qui seront à travailler au cours des 5 années à venir. Ces documents participent à l'amélioration continue de notre qualité de service rendue aux personnes que nous accompagnons.

Plus d'infos : adurand@udaf76.fr

En bref...

- Une rencontre entre la Direction Générale et le juge des tutelles de Rouen a été organisée en février. L'occasion d'effectuer un bilan des mesures de protection et d'évoquer la tendance à la baisse des prescriptions.
- Alexandre DURAND, directeur adjoint et Sophie BIRON, responsable des services de l'Udaf liés au logement, ont rencontré les équipes d'Actions Logement Services afin de faire un point sur notre partenariat et le renouvellement annuel de notre convention.
- L'Udaf vient de signer une convention avec la MSA de Haute-Normandie permettant l'accès en ligne aux dossiers des bénéficiaires que nous accompagnons via un espace internet dédié. Une innovation qui va permettre de faciliter la gestion administrative.

Habitat inclusif : 3 chambres disponibles

Dans le cadre de son dispositif d'habitat partagé et inclusif, l'Udaf propose trois chambres en colocation dans des appartements situés à Eu et Canteleu. Deux

chambres sont disponibles dans celui de Eu et s'adressent à des femmes travaillant en ESAT ou entreprise adaptée. Une chambre destinée à une femme en situation de handicap psychique est aussi proposée à Canteleu.



Plus d'infos sur les conditions d'accueil :
jscapon@udaf76.fr - 07 64 17 43 46

Représentations

Renouvellement dans les caisses de sécurité sociale

Les mandats des représentants actuels vont expirer début 2022 dans les caisses de sécurité sociale du régime général. Sont concernées la CPAM, la CAF, la CARSAT. Certains de nos représentants actuels qui correspondront encore aux critères définis pourront se représenter, mais d'autres devront être remplacés. En conséquence, nous lancerons bientôt un appel aux associations pour qu'elles trouvent des candidats parmi leurs adhérents. L'Udaf est déjà en recherche de bénévoles volontaires pour exercer cette mission de représentation dans les conseils d'administration et les commissions de ces organismes.

Pour toutes questions relatives aux représentants, adressez-vous à Aurore LE GAL (qui remplace Valérie CARON). Pour les autres sujets, contactez Chantal CORNIER, assistée de Corinne ZGRZEBNY (qui remplace Laurence MULOT).



Date à retenir
25 juin 2021

C'est la date fixée pour l'assemblée générale électorale qui aura lieu à Isneauville (sous réserve). Cette assemblée renouvellera le conseil d'administration. Les Présidents d'associations sont invités à en informer leurs adhérents et les candidatures sont à transmettre à l'Udaf avant le 7 mai 2021.



C'est une première !

L'Udaf a activé en février dernier son premier **mandat de protection future**. Il s'agit d'une personne âgée, sans famille proche, qui avait sollicité nos services il y a 5 ans car elle s'inquiétait de la façon dont seront gérés son patrimoine et sa personne dans le cas où son état de santé ne lui permettrait plus de décider seule.

Pour rappel, le mandat de protection future permet à toute personne d'organiser son éventuelle dépendance à venir, physique ou mentale, ou celle de son enfant majeur (dont elle a la charge) souffrant de maladie ou de handicap.

Plus d'infos : tuteursfamiliaux@udaf76.fr

800 000 majeurs sont protégés en raison de troubles psychiques, d'un handicap, ou du grand âge. De tout milieu social, de tout âge, leur statut est varié sur le plan civil, professionnel, financier.

Les résultats de cette étude scientifique menée sur les professionnels qui les accompagnent sont édifiants. Véritables garants des droits fondamentaux et protecteurs des libertés des personnes protégées, les mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) génèrent 1M€ d'impacts positifs.

Sans eux, on compterait 20 000 personnes sans-abris de plus chaque année, 70 000 personnes de plus se retrouveraient sous le seuil de pauvreté. Incontournables sur le plan social et sociétal, souffrant de manque de reconnaissance et faisant face à des situations dégradées, les professionnels doivent être rapidement soutenus pour qu'ils puissent assumer un accompagnement de qualité auprès d'une population appelée à doubler d'ici à 20 ans.

Un message porté à l'attention de Brigitte Bourguignon, ministre déléguée à l'Autonomie auprès d'Oliver Véran et d'Éric Dupont-Moretti, ministre de la Justice. L'Interfédération demande :

- la limitation à 45 du nombre de personnes protégées par mandataire et l'embauche de 2000 professionnels dans les associations,
- une revalorisation immédiate de 300 euros bruts par mois par MJPM salarié, la reconnaissance des compétences exigées par un diplôme d'État et la promotion de ce métier méconnu du grand public,
- une politique publique de la PJM structurée autour d'un délégué interministériel et la mise en place d'un observatoire pour améliorer la connaissance des personnes protégées.



Vous souhaitez en savoir + sur les résultats de cette enquête ? Rendez-vous sur le site internet de l'Unaf.





Protection juridique des majeurs : et si ça n’existait pas ?

1 milliard d’euros ! C’est le montant des gains socio-économiques générés par les mandataires à la protection juridique des majeurs. L’Interfédération Unaf-Fnat-Unapei a présenté les résultats de l’enquête inédite confiée au cabinet Citizing* afin de démontrer, de manière objective, le retour sur investissement de la PJM assurée par des professionnels.

Les 8 principaux gains socio-économiques de la Protection Juridique des Majeurs

**8 M€**

MOINS D’ENTRÉES NON CHOISIES EN ÉTABLISSEMENT

La PJM permet le maintien à domicile et la préservation du lien avec les services sociaux. Elle évite 576 placements en EHPAD et institution par an.

**360 M€**

MOINS DE PERSONNES SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

Les professionnels de la PJM permettent le maintien et le recours aux droits, l’accès aux soins, la priorisation du budget et évitent le surendettement.

**208 M€**

SÉCURISATION DU LOGEMENT

Le nombre de sans-abris augmenterait au moins de 20 000 chaque année chez les personnes souffrant de troubles psychiques.

**48 M€**

PROTECTION CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIERE

La surveillance et la gestion financière et administrative permettent d’éviter les surfacturations, les ventes abusives, les escroqueries...

**175 M€**

VALORISATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET FINANCIER

La location ou la vente des biens et produits de placement permettent aux majeurs protégés de bénéficier d’un complément de revenu et à l’État de percevoir des recettes fiscales.

**165 M€**

AIDE AU RÉPIT DES AIDANTS

La PJM allège la charge mentale et redonne à la famille le rôle qui lui revient, en réservant les questions financières et administratives au mandataire.

**5 M€**

RÉDUCTION DES DÉCOUVERTS BANCAIRES

Les mandataires assurent la priorisation du budget et la garantie de paiement des dépenses associées aux besoins vitaux.

**35 M€**

STABILISATION PSYCHOLOGIQUE

L’accès et le maintien des soins et du lien social limitent les risques de suicide et de tentatives des personnes vulnérables.

*** Le cabinet Citizing est** spécialisé dans l’évaluation des politiques publiques et leurs gains socio-économiques. La démarche consiste à identifier les liens de causalité entre la mise en place d’une politique publique et les impacts qu’elle génère au plan économique et social.

En direct des associations

ADMR 76

Ateliers VILL'ÂGE

L'ADMR propose ses ateliers Vill'Âge à distance en visioconférence ! Au programme : mémoire, sommeil, alimentation et stimulation des 5 sens.

Pour rappel, ces ateliers s'inscrivent dans un parcours du bien vieillir réservé aux 60 ans et plus.

Renseignements et inscriptions :

poleprevention@fede76.admr.org

02 32 93 90 68 ou 02 32 93 96 06

Du répit pour les aidants

Vous êtes aidant(e) et vous avez besoin d'un peu de temps pour vous ? L'ADMR propose aux proches aidants de ses usagers un dispositif de prise en charge d'heures de répit (financées par le département et l'ARS).

Renseignez-vous auprès de votre référent ADMR.

Jumeaux et plus

Venez nous rejoindre sur Facebook !

L'association propose une page Facebook ouverte à tous où sont relayées les actualités et des informations de l'association et de la fédération nationale. **N'hésitez pas à « liker » la page !** Des groupes de discussion y sont aussi réservés aux adhérents Jumeaux et plus 76 afin de faciliter les échanges, les discussions, les questionnements et les bons plans. **Vous souhaitez en faire partie ? www.jumeaux-et-plus.fr**

AFR

Rattachement à l'Udaf

L'AFR de Mont-Saint-Aignan devient non fédérée et rattachée à l'Udaf. M. Colegrave, nouveau Président de l'association et M^{me} Giroux, vice-Présidente, ont été reçus à l'Udaf en janvier par M^{mes} Dombrowski et Cornier. Les échanges ont porté sur les activités présentes de cette association, maintenues pour les enfants contrairement à celles des adultes, et sur la possibilité de se rattacher directement à l'Udaf, ce qui a été acté pour 2021.

AFC

Chantiers Éducation

Les AFC proposent les « Chantiers Éducation » où des parents partagent leurs expériences, valorisent leurs atouts, trouvent des réponses à leurs questions et donnent du sens à leurs choix éducatifs. Ce service fait pour et par des parents, ouvert à tous, fait partie du REAAP (Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents) et est reconnu par la CAF. Un chantier regroupe de 6 à 10 personnes pour une réunion mensuelle (8 par an) de 2 heures, avec une méthode qui repose sur l'écoute, le partage et la bienveillance.

Vous souhaitez en savoir plus sur les chantiers ?

Contactez Laurence Ducellier au 06 80 08 46 49 (9h-22h) ou par mail : laurence.chantiereducation@outlook.fr

Rayon de soleil

Ateliers lecture à Eu

Des ateliers lecture avec les tout-petits ont lieu à la ludothèque deux à trois fois par mois durant la période de confinement. L'espace lecture de la Bougeothèque rouvrira dès que possible.

Renseignements : Aline au 02 35 06 45 7 ou par mail :

parentalite.rayondesoleil76260@gmail.com



CSF Saint-Etienne-du-Rouvray

Un projet de jardin partagé

L'association a répondu à un appel à projet co-financé par la préfecture et la municipalité. Objectif : participer, avec les habitants de la ville, à un réaménagement de jardin partagé au milieu des habitations. Un beau projet communautaire pour la confédération syndicale des familles qui diversifie ainsi ses activités et renforce des liens déjà consolidés pendant le confinement.

MFR : des nouvelles rassurantes

La rentrée s'est déroulée dans des conditions presque habituelles. 1207 familles ont fait le choix des MFR 76-27.



Il va de soi que le contexte sanitaire a eu des répercussions, ne serait-ce que sur les rencontres des familles qui ont été réalisées en individuel ou en visioconférence, ce qui est bien différent. Toutefois, le nombre d'apprentis accueillis est en progression puisqu'à la rentrée, 176 entreprises ont signé un contrat avec un jeune de CAP jardinier-paysagiste, Bac pro et BTS agricole, BTS gestion et protection de la nature et licences management des organisations agricoles ou agronomie, développement durable et environnement.

Des nouveautés pour la rentrée

En 2021, toutes les formations à partir du CAP proposées par l'ensemble des MFR seront ouvertes à l'apprentissage et de nouvelles sont actuellement à l'étude. Les responsables des associations restent très mobilisés. Une démarche de labellisation *Responsabilité sociétale des organisations (RSO)* est lancée au sein de chaque MFR afin de s'engager dans un processus d'amélioration permanente au cœur duquel est la gouvernance associative.

Zoom sur



pour tous, toute la vie, partout

▲ L'équipe de bénévoles de l'opération Sakado

Recherche bénévoles...

L'ADMR de Seine-Maritime lance un appel à la mobilisation de bénévoles afin de dynamiser sa présence auprès des personnes qu'elle accompagne au quotidien.

En première ligne au service des personnes les plus vulnérables, le réseau des ADMR est présent sur tout le territoire de Seine-Maritime avec 1450 salariés et 7000 foyers bénéficiaires. Si ses activités de prestation d'aide à domicile sont bien connus du grand public, les actions de ses bénévoles le sont un peu moins. Ils sont pourtant 250 à s'investir localement pour le réseau et les personnes accompagnées afin de renforcer les liens de proximité. *« Certains interviennent de façon ponctuelle et d'autres plus régulièrement. Les bénévoles choisissent le temps qu'ils souhaitent consacrer mais aussi leurs missions, selon leurs affinités. Nous sommes ouverts aux nouvelles idées »* explique Joëlle JABIOL, Présidente de l'ADMR 76.

Des missions variées

Certains bénévoles organisent des moments de convivialité (galette des rois, goûter de Noël, après-midi musicaux,...), des sorties en groupe. D'autres choisissent d'effectuer des visites de courtoisie auprès de personnes isolées. D'autres encore font le choix d'aider au fonctionnement administratif de la structure en faisant de la mise sous pli, du classement,... *« Les bénévoles peuvent également participer à l'une de nos opérations phare. Le Fil solidaire, mis en place pendant le premier confinement, qui consiste à maintenir un lien téléphonique avec les personnes les plus isolées et fragilisées. L'opération Sakado qui, depuis 4 ans, vise à fournir aux sans-abris des sacs à dos contenant des produits de première nécessité. »*

*****Vous l'aurez compris, l'ADMR 76 ne manque pas d'idées mais elle manque de bénévoles. Vous souhaitez rejoindre une équipe locale qui agit chaque jour au plus près des familles ?*****

Envoyez vos coordonnées sur le site internet : www.fede76.admr.org/devenez-benevole



Suivez aussi l'actualité de l'ADMR 76 sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook.



LA PAROLE A...



Jean-Pierre LOISEL,
bénévole et référent
Bénévolat

« Retraité de l'informatique, j'ai rapidement ressenti le besoin de me rendre utile. Je suis bénévole et administrateur à l'ADMR 76 depuis maintenant 12 ans. Je mets à contribution mon expérience professionnelle pour le réseau départemental et national et porte sur le terrain plusieurs actions telles que l'opération Sakado et le Fil solidaire.

Le contexte sanitaire nous montre tous les jours que les liens de proximité sont essentiels. Avec son maillage de 40 associations locales, l'ADMR 76 est au plus près des gens. Des opérations comme le Fil solidaire, pour laquelle pas moins de 700 appels téléphoniques ont été passés à des bénéficiaires isolés durant le premier confinement, nous prouvent que les personnes sont prêtes à s'investir dans des actions de bénévolat. Reste à mobiliser les troupes existantes et à créer de nouvelles vocations. »



Accompagnement budgétaire

Comment éviter l'endettement ?

Un nouveau dispositif de prévention dans la panoplie de l'Udaf

Avec le lancement fin janvier de ses 6 Points Conseil Budget ouverts à tous, l'Udaf se positionne comme un acteur incontournable de l'accompagnement budgétaire en Seine-Maritime. Un succès qui ne doit rien au hasard, mais à l'expérience et l'expertise de nos équipes.

Inscrit dans la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté du Gouvernement en 2018, le déploiement de 400 Points Conseil Budget sur l'ensemble du territoire est effectif depuis le début de l'année 2021. Le réseau des Udaf porte près de 180 PCB partout en France. L'Udaf 76 a obtenu 6 labels sur les 11 attribués en Seine-Maritime. **Les permanences sont organisées sur les communes de Dieppe, Neufchâtel-en-Bray, Gournay-en-Bray, Yvetot, Rouen droite et Rouen gauche.** Nos conseillers accompagnent tous les publics sur les questions budgétaires afin de préserver leur pouvoir d'achat, éviter les frais d'incidents bancaires et contribuer à lutter contre le surendettement. Les conseils sont personnalisés et le suivi **confidentiel et entièrement gratuit.**

"Ce dispositif est novateur car il s'adresse à tous, sans conditions de profil ni de revenu. Il privilégie la prévention, l'objectif étant d'agir avant que les situations ne dégénèrent et de faire en sorte que les personnes conseillées se sentent moins seules face aux problèmes financiers" explique Franck BIHL, Directeur Général de l'Udaf.

L'accompagnement budgétaire au coeur des missions de l'Udaf

L'obtention des 6 labels Point Conseil Budget signe la reconnaissance de l'expertise de nos équipes en matière d'accompagnement budgétaire. Cette activité est en effet au coeur des missions de l'Udaf, la gestion du budget étant un facteur central de l'accompagnement social. Ainsi, notre service Insertion réalise pas moins de 300 diagnostics budgétaires et sociaux par an dans le cadre du dispositif d'accès au microcrédit. Il accompagne également les salariés d'Orange et du Ministère des finances qui rencontrent des difficultés financières. Chaque jour, les mandataires à la protection juridique assurent la gestion du budget des majeurs protégés. Les travailleurs sociaux qui exercent des mesures d'accompagnement judiciaires, d'accompagnement social personnalisé, d'aide à la gestion du budget familial soutiennent les familles pour un retour à l'autonomie financière. Les conseillers Mob'Actions accompagnent aussi économiquement les projets mobilité.

"Cette expertise commune a facilité la mise en place de nos permanences et offre aux personnes qui nous sollicitent la garantie d'un accompagnement de qualité". Rendez-vous donc dans l'une de nos 6 permanences !



En direct du Point conseil budget de Neufchâtel

avec Jean-Philippe Vieuxbled-Quesse, Conseiller PCB



" Douze personnes sont, à ce jour, accompagnées sur le

secteur de Neufchâtel. Plusieurs d'entre elles viennent pour trouver des solutions à des problèmes de dette, mais la plupart des demandes concernent pour le moment la mobilité (financement ou réparation de véhicule, permis de conduire,...), ce qui n'a rien d'étonnant en zone rurale. Quelle que soit la demande, le **diagnostic budgétaire** est au coeur des entretiens. Il permet de comprendre la situation dans laquelle se trouve la personne, mais aussi parfois de mettre le doigt sur d'autres problématiques qu'il faudra peut-être gérer en priorité, comme par exemple le règlement d'un impayé de loyer avant l'acquisition d'un véhicule afin de sécuriser le logement. Nous vérifions également que les droits sociaux sont bien connus et le cas échéant ouverts.

Des pistes d'action sont proposées dès le premier entretien. Il peut s'agir de la constitution de montages financiers auprès de partenaires institutionnels et/ou associatifs, d'une aide à l'ouverture d'un dossier de microcrédit, de la mise en relation avec un partenaire ou de simples conseils budgétaires. Les conseillers PCB effectuent une veille permanente sur les dispositifs d'aide en tout genre. Ainsi cette retraitée, venue il y a quelques semaines, a pu résorber sa dette d'énergie en faisant appel au fond d'aide de sa retraite complémentaire. Une option peu connue du grand public. Parler d'argent n'est pas toujours facile. Le Point Conseil Budget est un lieu neutre, ouvert à tous, quels que soient la situation professionnelle ou le niveau de ressources. La prévention est le maître-mot dans la lutte contre la précarité."

Nous voulons acheter notre première maison, à quoi va ressembler notre budget demain ?

J'ai du retard dans le paiement de mes crédits, mes factures... Je souhaite y voir plus clair dans ma situation budgétaire.

Je croule sous les frais bancaires... comment les réduire ?"

6 Points Conseil Budget pour répondre à toutes vos questions



Rouen droite

07 60 24 93 81 - pcb.rouen.droite@udaf76.fr

Rouen gauche

07 60 24 93 81 - 06 33 23 42 31
pcb.rouen.gauche@udaf76.fr



Neufchâtel-en-Bray

06 99 92 14 29

pcb.neufchatel@udaf76.fr



Dieppe

06 33 17 55 53

pcb.dieppe@udaf76.fr



Gournay-en-Bray

06 83 14 08 61

pcb.gournay@udaf76.fr



Yvetot

06 33 23 42 31

pcb.yvetot@udaf76.fr



3

questions à ...

Thierry Delpêches

Président du Conseil d'Administration de la CAF de Seine-Maritime et représentant Udaf.

Comment avez-vous connu et intégré le réseau Udaf ?

« J'ai siégé au Conseil d'Administration de la CAF durant plusieurs années en tant que représentant des salariés. J'y côtoyais régulièrement les administrateurs de l'Udaf avec lesquels j'avais de très bons contacts et des valeurs communes. Lorsque j'ai quitté mes fonctions au sein du syndicat que je représentais, on m'a proposé de rencontrer M^{me} Dombrowski, Présidente de l'Udaf, afin d'évoquer la possibilité de siéger au nom de l'association. Je suis très impliqué dans la vie associative du Havre où je réside. Adhérent au CDAFAL* depuis 2018, je fais également partie du Conseil d'Administration de plusieurs associations. Représenter l'Udaf à la CAF était donc raccord avec mes engagements. »

Quelles-sont les missions des représentants Udaf à la CAF ?

« Pour rappel, le Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales contrôle l'activité de l'organisme et vote les budgets de gestion administrative et d'action sociale. Il doit également s'assurer que les décisions prises respectent bien la convention d'objectif et de gestion (COG) qui fixe les orientations politiques nationales de la branche Famille.

Les 24 membres du CA se réunissent 4 à 5 fois par an. Avant chacune de ces rencontres, les 8 représentants Udaf (4 titulaires et 4 suppléants) se rencontrent afin d'étudier l'ordre du jour, confronter leurs expertises et leurs points de vue afin de formuler un avis collégial sur un éventuel vote, car la plupart des décisions sont votées par l'ensemble des administrateurs. Nous siégeons au sein des commissions internes de la CAF chargées d'examiner les financements de structures (crèches, centres de loisirs), les agréments des centres sociaux, les recours amiables, les aides sociales aux familles (précarité, vacances)... Du fait de la pandémie et de ses conséquences sanitaires et sociales, nous attribuons également des aides d'urgence, des aides aux impayés de loyer suite à la perte d'un emploi, des aides et moyens de mise à l'abri pour des femmes et enfants dans le cadre de la recrudescence des violences intra-familiales.

Etre représentant Udaf au Conseil d'Administration de la CAF, c'est être au plus près des difficultés des familles et avoir l'opportunité d'y apporter des solutions concrètes. Le Conseil a par exemple validé l'harmonisation des quotients familiaux des 5 CAF de Normandie afin de permettre à plus de familles d'accéder à des aides aux vacances améliorées. Dans le cadre du plan Crèche de la COG 2018/2022, nous travaillons également au développement des moyens d'accueil du jeune enfant avec la signature de conventions territoriales globalisées avec les communautés de communes. »

Quelles sont les prochaines échéances pour les représentants Udaf à la CAF ?

« J'ai été élu Président du Conseil d'Administration en décembre dernier, après la démission de l'ancien président pour raisons de santé. J'occuperai mes fonctions jusqu'en début 2022, date à laquelle se dérouleront les prochaines élections qui renouvelleront l'ensemble des postes de représentants. D'ici fin décembre, l'Udaf et l'ensemble des collèges qui constituent le Conseil devront désigner leurs candidats auprès de la Préfecture. Les représentants éliront ensuite le Président et les vice-présidents pour 4 ans. J'encourage vivement les membres des associations rattachées à l'Udaf à se présenter. Etre représentant au sein de la CAF est une expérience réellement enrichissante. »

**NOUS RECRUTONS DES BÉNÉVOLES POUR
DÉFENDRE LES FAMILLES
À LA CAF & À LA CPAM**

Faites-vous connaître !



Pour plus d'informations, contactez :

Aurore LE GAL (alegal@udaf76.fr)

Chantal CORNIER (ccornier@udaf76.fr)

